



Faire la lumière sur le projet éducatif du gouvernement

Le Ministre de l'Éducation Nationale multiplie les sorties médiatiques sur l'avenir de notre système éducatif avec parfois des annonces surprenantes (rentrée en musique). Mais cette suractivité médiatique ne doit pas faire illusion : JM Blanquer porte un projet pour l'école connu et cohérent qui s'articule autour d'une certaine conception de l'autonomie des établissements. **Il y a matière à décrypter, analyser et combattre un grand nombre de ces perspectives, le SNES-FSU continuera aussi de porter ses propositions pour un collège et un lycée réellement démocratiques.**

Collège : reprendre la main

L'assouplissement de la réforme du collège acté en juin 2017 desserre quelque peu l'étau du carcan pédagogique imposé par collège2016. Mais aucun moyen supplémentaire n'est dégagé, et le retour de certains dispositifs relève alors d'une forme d'effet d'affichage. En renvoyant au local la prise de décisions, JM Blanquer confirme que son projet éducatif est structuré autour d'une certaine conception de l'autonomie particulièrement néfaste (augmentation des inégalités et de la concurrence entre établissements).

Le SNES-FSU continue de demander l'abrogation de collège2016 et l'ouverture rapide de discussions pour une autre réforme du collège.

APB :

gestion des flux et gâchis humain

APB a été un des sujets de l'été, le gouvernement et nombre d'observateurs feignant de découvrir le problème, alors même que l'arrivée des cohortes du baby-boom était prévisible. **Plus que l'application elle-même, c'est bien l'absence d'investissement conséquent dans le supérieur qui est la cause principale de cet immense gâchis humain, dont le privé a été le principal bénéficiaire.**

Dans les concertations qui s'ouvrent avec les Ministres concernés, des perspectives de sélections semblent se dessiner. **Le SNES-FSU a rappelé que c'est le bac, premier grade universitaire, qui doit permettre une poursuite d'étude dans l'enseignement supérieur.**

Évaluation des élèves : stop aux injonctions

L'année 2016-2017 a été aussi marquée par la multiplication des injonctions sur l'évaluation des élèves qui l'ont rendue illisible pour les élèves et leurs familles, et ont entraîné une surcharge de travail pour les collèges.

Dès cet été, **le SNES-FSU est intervenu auprès du nouveau Ministre pour porter la parole des personnels et exiger des améliorations rapides.**

Lycée : muscler le bac ou le défendre ?

Les discussions vont rapidement s'ouvrir sur une réforme du bac. **Derrière des formules chocs (« muscler le bac »), la volonté ministérielle semble bien de l'affaiblir en basculant une bonne partie des épreuves en contrôle continu.**

Si une réflexion sur le bac doit être menée, celui-ci doit rester un examen national, avec des épreuves terminales et anonymes.

POUR FAIRE ENTENDRE LA VOIX DES PERSONNELS ET IMPOSER D'AUTRES CHOIX ÉDUCATIFS

- **Préavis de grève académique sur tout le mois de septembre pour couvrir les mobilisations locales (classes surchargées...).**
- Pendant tout le mois de septembre, réunions « bilan de rentrée et perspectives de mobilisation » organisées par les sections départementales du SNES-FSU.
- **Stage «Autonomie, décryptage d'un concept multiforme» le mardi 21 novembre.** Informations sur notre site : www.versailles.snes.edu.

Les Fonctionnaires et les Services Publics, cibles privilégiées du gouvernement !

Tout au long de l'été, les membres du gouvernement ont multiplié les annonces visant particulièrement les fonctionnaires : **gel du point d'indice, retour de la journée de carence, augmentation de la CSG non compensée pour les fonctionnaires et les retraités, possible étalement du PPCR...** Prises individuellement, ces mesures vont peser lourd sur nos salaires. Mises bout à bout, et ajoutées aux mesures d'austérité budgétaire annoncées, elles forment un redoutable projet politique d'affaiblissement programmé des services publics. Alors même que la crise de recrutement continue de s'amplifier dans l'Education Nationale et que les services publics jouent un rôle inestimable en matière sociale, **ces annonces sont particulièrement irresponsables !**

Gel du point d'indice : winter is coming

Après un timide dégel en 2016, le Ministre de l'Action Publique a annoncé le gel du point d'indice pour 2017 et 2018. Ajouté à l'inflation qui devrait dépasser 1%, mais aussi aux effets de la réforme des retraites (augmentation des retenues pour pensions au 01/01/18), **les conséquences vont être lourdes pour les Fonctionnaires qui vont ainsi subir une baisse de leur salaire net. Sur la décennie 2010, on pourrait donc largement dépasser les 10% de baisse.**

Dans le même temps, de nombreux postes restent non pourvus aux concours (près de 13%), signe d'une crise de recrutement qui touche particulièrement notre académie (255 postes vacants rien qu'en mathématiques après le mouvement intra).

CSG : les Fonctionnaires et les retraités lésés

Augmentation de la CSG et augmentation du pouvoir d'achat, telle était une des promesses du candidat Macron. Au-delà des questions posées par le recours à la CSG pour financer la Protection Sociale, **cette augmentation de la CSG va se traduire par une baisse de salaire pour les fonctionnaires car, contrairement au privé, elle ne sera pas compensée.** JM Blanquer a vaguement esquissé la possibilité de participer à des dispositifs type « devoirs faits » marquant un retour, pas si étonnant, au « travailler plus pour gagner plus »...

Journée de carence : une mesure injuste et stigmatisante

Les statistiques sont formelles : public/privé confondus, **les fonctionnaires ne sont pas les plus absents.** Au sein de la Fonction Publique, les personnels de l'enseignement sont parmi les moins absents. Et pourtant, le Ministre de l'Action Publique rétablit le jour de carence.

Au-delà du caractère particulièrement stigmatisant, renforçant ainsi les idées reçues contre les fonctionnaires, **cette décision revient à diminuer le salaire des fonctionnaires malades.** Dans le privé, les 2/3 des salariés voient la journée de carence couverte par un accord d'entreprise...



La FSU à l'offensive pour défendre le pouvoir d'achat des fonctionnaires !

La FSU a proposé à l'ensemble des fédérations de fonctionnaires **la construction d'une journée d'action au mois d'octobre**, la plus unitaire possible, **pour dénoncer les mesures gouvernementales et exiger une politique de revalorisation des fonctionnaires et des services publics.**



Loi Travail 2 : mobilisation intersyndicale le mardi 12 septembre

Le contenu des ordonnances « réformant » le Code du Travail aggrave la dérégulation déjà à l'œuvre depuis de nombreuses années, amplifiée par la loi Travail, et dont l'inefficacité en terme de lutte contre le chômage est pourtant prouvée par de nombreuses études économiques. Le SNES et la FSU soutiennent les salariés du privé et appellent à participer aux manifestations prévues le 12 septembre. Un préavis de grève a été déposé.

En Ile de France, manifestation intersyndicale (CGT, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, FIDL) mardi 12 septembre, départ 14h de Bastille vers place d'Italie.